

AKTUELL

TRANSPARENCE

Une arme aux mains du Parlement

Luc Caregari

Le Tribunal administratif s'est déclaré incompétent dans le litige entre le député Sven Clement et le gouvernement sur la transparence des contrats liant l'État à RTL Group. Un jugement qui interpelle sur plusieurs niveaux.

Point de vue transparence et redevabilité, l'État luxembourgeois est tout sauf un champion - les mœurs s'apparentent plutôt à une monarchie qu'à une démocratie ouverte. Que ces traditions ne sont pas mortes avec l'arrivée de la coalition-qui-voulait-ouvrir-grandement-les-fenêtres-depuis-2013, nous avons pu le constater assez souvent dans ces colonnes. Mais le jugement rendu récemment par le Tribunal administratif, même s'il se déclare incompétent, n'est pas anodin.

Les juges y concluent qu'un recours en annulation, comme l'avait demandé Clement, n'a « pas pour finalité la continuation par d'autres moyens du débat parlementaire. Admettre le contraire fausserait ainsi l'équilibre de la séparation des pouvoirs et ferait du recours en annulation 'une arme aux mains du Parlement contre le Gouvernement'. » Clement y voit une injonction implicite : « Il faut lire entre les lignes. En mettant en avant cet argument, les juges disent en fait que le gouvernement devrait nous donner ces instruments. Car s'ils craignent de devenir un outil dans le débat politique, cela vaut pour les deux côtés : ils ne veulent pas non plus devenir une arme à disposition du gouvernement. C'est pourquoi ils ont opté pour la sortie de secours », estime-t-il, avant d'ajouter que cette citation donne déjà un certain mérite à l'affaire.

Au-delà des contrats, le contrôle de l'opposition

Il faut savoir que cette affaire dépasse son objet, à savoir les contrats de RTL Group avec le gouvernement et la question de savoir si son poids d'implantation au grand-duché justifie toujours les juteuses subventions promises par le ministère. Il s'agit aussi, pour Clement, de tester les possibilités de contrôle de la majorité par l'opposition, ce qui en fin de compte est aussi son rôle. C'est aussi pourquoi le pirate a choisi d'entamer cette affaire dans son rôle de député et non en tant que citoyen.



©PIKST.COM

Pour Clement, le jugement n'est donc vraiment pas en faveur du gouvernement : « Pendant l'audience, le juge a clairement indiqué qu'il y aurait ici des pistes pour la réforme de la Constitution et du règlement de la Chambre des Députés. » Selon le député, le Tribunal aurait aussi indiqué qu'il manquerait une instance d'appel autre que la conférence des présidents et le président du Parlement.

« Il est temps d'arrêter les Gentlemen's Agreements et de clarifier les droits de l'opposition une fois pour toutes. Pour moi, le Tribunal n'a pas accepté non plus l'argument du secret d'affaires avancé par le gouvernement dans son refus de montrer les contrats aux députés même à huis clos » - un argument que Clement peut comprendre dans le cadre d'une question parlementaire, où les documents deviendraient automatiquement accessibles à tout le public. Par contre, s'opposer à leur consultation par les député-e-s en secret, ne provoque que l'incompréhension du pirate. « Surtout que cela a été possible pour le MOU Google », fait-il valoir. « Il nous faudrait une Geheimnisschutzverordnung comme elle existe au Bundestag allemand, où les parlementaires peuvent consulter toutes sortes de documents classés secrets, pour pouvoir jouer leur rôle dans une démocratie qui fonctionne. »

D'ailleurs le député a décidé de se pourvoir en appel contre ce jugement - même s'il ne croit pas que la Cour d'appel lui donnera raison : « Nous espérons un jugement encore plus fondé sur les outils du Parlement dans l'exercice de ses devoirs. Un jugement qui influera aussi sur les réformes à venir. »

SHORT NEWS

Amazon: Kinder-Sexpuppen aus Angebot entfernt

(tj) - In einem Schreiben bekräftigt die luxemburgische Staatsanwaltschaft ihre Nulltoleranz gegenüber Pedokriminalität. Allein die Vorstellung, junge Kinder in Form von Sexobjekten darzustellen, schockiere zutiefst. Damit wird sich auf einen rezenten Vorfall bezogen: So hatten beim Onlineversandhändler Amazon in Frankreich aufblasbare Sexpuppen in Kinderform zum Verkauf gestanden. Nachdem Kinderschutzverbände Alarm schlugen, wurde die Ware auf Ansuchen des Familienstaatssekretärs Adrien Taquet umgehend entfernt und der Anbieter gesperrt. Der Internationale Verband der Inzest-Opfer begrüßte am Wochenende auf Twitter das „schnelle Eingreifen“ der französischen Regierung. Laut dem Verband waren bei Amazon in Großbritannien bereits 2018 ähnliche Produkte im Angebot. Wie die luxemburgische Staatsanwaltschaft mitteilt, ist zu befürchten, dass die entfernten Puppen auf anderen Internetsites wieder auftauchen werden. Pornografische Produkte, die Minderjährige involvieren, zu erwerben, zu besitzen oder anzuschauen, ist strafbar. Die Staatsanwaltschaft erinnert daran, dass in solchen Fällen mit einer Geldbuße von bis zu 50.000 Euro und einer Haftstrafe von bis zu drei Jahren gerechnet werden kann.

Mysteriöse Änderungen am Klimagesetz

(ja) - Letzten Freitag verschickte das Umweltministerium eine Pressemitteilung zum geplanten Klimagesetz. Darin stand vor allem Bekanntes zu Struktur und Ziel des Textes. Eine einzige Information war neu: Im Regierungsrat sind Änderungsanträge beschlossen worden. In einer weiteren Pressemitteilung zum Regierungsrat fand sich dann auch zumindest die Nachricht, dass die Regierung ganze 19 Änderungsanträge geschrieben hat, um der vernichtenden Kritik des Staatsrats am Klimagesetz Rechnung zu tragen. Die woxx-Redaktion dachte sich gleich, dass eine Analyse der Änderungsanträge ein lohnendes Thema für die Printausgabe sei. Nun werden aufmerksame Leser*innen in dieser Ausgabe aber keinen längeren Artikel dazu finden. Das liegt ganz einfach daran, dass die Änderungsanträge bisher unveröffentlicht geblieben sind. Auch auf mehrmaliges Nachfragen beim Umweltministerium wurde uns lediglich mitgeteilt, die betreffenden Personen seien in Urlaub, wir könnten nächste Woche ja nochmal nachhaken. Da stellen wir uns doch einige Fragen: Warum verschickt das Ministerium eine Pressemitteilung über die Änderungen, wenn es deren Inhalt nicht kommunizieren kann oder will? Welche Art von Artikeln wurde sich erwartet? Welches Bild nur herrscht im Umweltministerium von Journalismus?

online

Piraten-Mobbing, Jeunes placé-e-s en psychiatrie und LGBT in Polen

Vous aimez froisser le papier du woxx, mais une fois la lecture achevée, vous avez envie de plus ? Alors rendez-vous sur www.woxx.lu et découvrez nos articles exclusifs en ligne !

Piratenpartei-Abgeordneter gegen Satire und Anonymität im Netz Unser Artikel über das juristische Vorgehen Marc Goergens gegen Meme-Seiten schlug hohe Wellen im Netz. Der Abgeordnete wird mit noch mehr Memes über seine Person konfrontiert - und sieht sich nun als Mobbingopfer. woxx.eu/goergenmimi

Mineur-e-s placé-e-s en psychiatrie : situation toujours floue Perte de l'autorité parentale, moyens de recours peu efficaces et autorités médicales et judiciaires omnipotentes : la situation des mineur-e-s placé-e-s en psychiatrie au Luxembourg ne respecte pas les droits des concerné-e-s. woxx.eu/psyjeunes
Polen und EU-Rechte? Rien à foutre Polen pfeift auf die Sanktionen der EU: LGBT-freie Gemeinden erhalten eine Entschädigung für die von der EU abgelehnten Förderanträge - und das Geld dafür stammt ausgerechnet aus einem EU-Fonds. <http://woxx.eu/poleneu>